

Bulgarie : la fabrique de « mauvais » et « bons » pauvres

Diplômée d'un master en coopération internationale, **LOU BORDERIE** a rejoint le Mouvement ATD Quart Monde comme volontaire permanente en 2021. Pendant trois ans, elle a coordonné la dynamique jeunesse européenne et porté la campagne européenne des jeunes 2021-2023. Elle est aujourd'hui membre de l'équipe d'ATD Quart Monde à Sofia en Bulgarie et représente le Mouvement dans les institutions européennes.

МОМЧИЛ ХРИСТОВ est sociologue, bulgare, et philosophe de formation. Il enseigne la sociologie à l'Université de Sofia depuis 2010. Il écrit et traduit des articles scientifiques en français et en anglais. Il rencontre ATD Quart Monde en 2022 et s'engage dans les bibliothèques de rue. Fort de cette expérience, il cherche à sensibiliser ses étudiants aux réalités des familles.

En Bulgarie comme dans beaucoup d'autres pays, les pouvoirs publics justifient la maltraitance institutionnelle en présentant les plus pauvres comme coupables de leur misère et refusant de s'intégrer à la société.

Personne ne sait exactement quand le Mahala du quartier de Zaharna Fabrika à Sofia a été fondé. Il existe depuis aussi longtemps que les habitants s'en souviennent. Dans l'esprit des familles du Mahala, il a au moins 100 ans. Ils mesurent sa durée de vie à l'aune de la leur et de celle de leurs parents, grands-parents et arrière-grands-parents. *« Je suis né ici. Mon père et ma mère sont nés ici, ils sont morts ici. »*

Zaharna Fabrika, en français « Fabrique de Sucre », est un quartier du nord-ouest de Sofia. Jusqu'au 15 avril 2025, on peut dire que ce quartier populaire et ouvrier est composé de deux parties : une partie d'immeubles bas où vivent des Bulgares dits « de la majorité » et une partie de petites maisons construites le long de la rivière – plus communément appelé Mahala – où habite la communauté rom du quartier.

Tout comme Zaharna Fabrika dans son ensemble, le Mahala a une origine ouvrière. Quand, il y a environ un siècle, les usines du quartier, notamment l'imprimerie, ont eu besoin de main-d'œuvre, la municipalité a invité des ouvriers roms vivant dans la précarité, à venir s'installer le long de la rivière, sur des terres municipales. Petit à petit, ils ont fondé leurs familles et bâti le quartier. Malgré les diverses tentatives, les familles n'ont jamais réussi à obtenir la légalisation de leurs maisons. Petit à petit, le narratif de la municipalité a changé : de familles ouvrières installées à côté de leur

lieu de travail, les gens sont devenus des « *habitants illégaux, ne payant pas de loyer, choisissant la pauvreté et profitant des services publics* ». Un groupe de voisins s'est constitué en « comité », afin de faire valoir leur droit de vivre dans un quartier où l'air n'est pas « sali » par la présence de ces familles roms vivant la pauvreté.

En 2019, la municipalité de Zaharna Fabrika détruit un tiers du Mahala, dans le silence. Les familles ne sont pas relogées et sont obligées de vivre dans un centre d'hébergement temporaire. Le temporaire paraît aujourd'hui sans fin. Privées de la reconnaissance de leur dignité, elles sont plongées dans une pauvreté extrême. Privés de leurs liens communautaires et de leurs réseaux locaux, de nombreux enfants ont cessé d'aller à l'école et les parents ont perdu espoir. L'équipe d'ATD Quart Monde rencontre ces familles à travers la bibliothèque de rue. Ce sont elles qui nous amènent au Mahala pour la première fois il y a trois ans.

En mars 2025, c'est aussi pendant une bibliothèque de rue que nous apprenons que le Mahala va être détruit. Le maire adjoint est venu réaffirmer aux habitants leur culpabilité. C'est de leur faute, puisque c'est leur choix d'habiter sur une terre qui n'est pas à eux. C'est eux qui refusent de payer un loyer comme tout le monde. En dépit d'une décision de la Cour européenne des droits de l'homme demandant à la Bulgarie de ne pas détruire le Mahala avant le relogement digne et stable des familles, le quartier sera détruit le 15 avril au petit matin, en présence de nombreuses forces policières. Depuis, la municipalité, forte d'un discours de désresponsabilisation des pouvoirs publics face à la pauvreté étoffé depuis des années, n'a toujours pas proposé de solution de relogement stable et digne aux familles. Les pouvoirs publics s'enferment dans des discours culpabilisants : « *Nous avons proposé des logements aux familles mais ce sont elles qui ont refusé.* » Bien sûr cela est faux pour la plupart des cas, et quand c'est vrai, ce sont des logements avec des trous dans les murs, dans le toit et sans sanitaires qui leur ont été proposés.

Ainsi, en Bulgarie comme dans beaucoup d'autres pays, les pouvoirs publics justifient la maltraitance institutionnelle en présentant les plus pauvres comme coupables de leur misère et refusant de s'intégrer à la société.

Racialiser et criminaliser la pauvreté

Le cas de Zaharna Fabrika nous permet de voir plus clairement les enjeux de la nouvelle gestion de la pauvreté de la part de l'État bulgare qui pratique de plus en plus une « politique de la race » à son égard depuis les dix dernières années. Par « politique de la race » nous entendons une politique qui présente publiquement une population comme biologiquement et/ou culturellement différente et étrangère à une majorité, par ses mœurs et habitudes, langue, mode de vie, et *in fine* sa couleur de peau. C'est la politique de la race qui crée des populations racisées – dans le cas bulgare en inventant de toutes pièces la catégorie de « Roms » et

en gommant par là toutes les différences sociales, économiques et culturelles qu'il pourrait y avoir entre les personnes et les groupes ainsi rassemblés. Plus particulièrement, il s'agit d'une politique qui divise la population pauvre en Bulgarie selon son appartenance « ethnique » et crée ainsi une « ligne de couleur » (selon l'expression devenue classique du sociologue américain W.E.B. Dubois) entre les « bons pauvres », les Bulgares ethniques, et les « mauvais pauvres », les Roms. Une politique qui vise à stigmatiser la pauvreté quand elle est subie par l'« ethniquement autre », tout en reléguant ses victimes à toutes sortes de violences – physiques, économiques, policières, spontanées ou systémiques –, et en en rejetant la responsabilité sur ceux et celles qui les subissent quotidiennement. Ainsi, d'autant qu'il s'agit de procédures de dés-humanisation de cet « autre », cette politique « *justifie de traiter des êtres humains de manière inhumaine sans pour autant se sentir moins humain.*¹ »

Un petit aperçu sur le contexte historique plus large nous permet de concrétiser notre propos. 2014 a vu l'entrée dans l'espace public bulgare d'un discours raciste décomplexé grâce à la coalition gouvernementale entre la droite (GERB) et deux partis d'extrême droite (VMRO et NFSB). C'est à ce moment-là que sont posés les fondements de cette gestion différentielle de la pauvreté à travers une politique de la race. On en trouve un indice capital dans les propos tenus dans le Parlement bulgare par Valéri Siméonov, député et chef du parti NFSB, qui décrit les Roms comme « *humanoïdes impudents, arrogants et brutalisés, exigeant le droit à un salaire sans travailler, exigeant les indemnités de maladie sans être malades, des allocations familiales pour des enfants qui jouent avec des cochons dans la rue et des allocations de maternité pour des femmes ayant l'instinct de chiennes de rue.* » Siméonov lie la vie des Roms ainsi déshumanisés et présentés comme profiteurs à une existence illégale, à une existence criminelle. Les Roms sont des hors-la-loi selon leur propre choix et d'après leurs préférences culturelles : « *Il est indéniable qu'une grande partie de l'ethnie tzigane (sic !) vit en dehors des lois, des règles et des normes de comportement humaines. Pour eux, les lois ne s'appliquent pas, les impôts et les taxes sont des concepts incompréhensibles, les factures d'électricité, d'eau, d'assurance sociale et de santé ont été remplacées par la conviction qu'ils n'ont que des droits, sans devoirs ni responsabilités. Pour eux, le vol et le cambriolage sont devenus un mode de vie, la transgression de la loi une norme de comportement, et l'accouchement une activité lucrative aux frais de l'État.* » Qui plus est, selon Siméonov ce sont les pauvres bulgares qui sont à la merci des Roms, qui les terrorisent tous les jours en volant leur propriété et « leurs » allocations sociales. S'il n'y a pas assez d'aide pour les plus démunis c'est à cause des « Roms » (les guillemets indiquent l'étiquette stigmatisante du discours raciste) qui s'avèrent toujours de trop. « *La Bulgarie est au bord du gouffre d'une crise ethnique. Deux mondes opposés et mutuellement exclusifs s'affrontent dans notre patrie tourmentée : celui des retraités pauvres mais qui paient leurs factures..., et celui*

1. Éric Fassin, Carine Fouteau, Serge Guichard et Aurélie Windels, *Roms et riverains. Une politique municipale de la race*, La fabrique Éd., Paris, 2014, p. 40.

des voleurs et des violeurs brutalisés, ivres jusqu'à l'oubli après avoir touché des allocations familiales et sociales mensuelles. » Le corollaire du discours de Siméonov étant que l'État doit comprimer « *nos compatriotes à peau foncée* » afin de protéger les pauvres méritants et de redistribuer les aides sociales selon cette ligne de couleur officiellement instituée.

Les propos de Siméonov constituent bien plus qu'un dérapage ; ils sont la forme rhétorique condensée de tout un discours qui jusque-là fourmillait dans la société mais n'avait pas acquis le statut de position politique légitime et la qualité de vérité publique. Aussitôt condamnés par les partis libéraux, les effets de ces propos ont eu une longévité remarquable, car loin de fonctionner seulement sur le plan de la stigmatisation raciste, ils ont créé une scission au sein d'une société où la population pauvre continue à augmenter et les inégalités sociales se creusent de façon inédite. Au fur des années, ce type de propos est devenu plus policé mais les présuppositions sur lesquelles il se base sont devenues de plus en plus banalisées et partagées. Dès lors, les cas de pauvreté extrême et de souffrance sociale, quand elles affectent les « bons pauvres », les Bulgares ethniques, sont de plus en plus transmis par les médias nationaux sous le signe de la compassion et incitent à toutes sortes d'aides spontanées de la part de la société bulgare ; toutefois, quand elles touchent à des communautés roms, elles sont perçues comme le versant punitif d'un choix « culturel » (ne pas travailler, « vivre sur le dos de la société »).

En effet, en Bulgarie, il est communément admis que la culture rom c'est squatter des terrains municipaux et ne pas payer de loyer ; habiter dans des lieux insalubres où les déchets s'entassent et ne sont jamais ramassés par la municipalité ; ne pas réussir à finir son parcours scolaire ; avoir des enfants très jeune et se marier tôt ; ne pas avoir de contrat de travail... Les gens choisissent et se complaisent dans ces conditions de vie puisque c'est leur culture. Or, la comparaison avec les autres pays européens tels que la France ou l'Espagne, met en évidence que ces choses-là ne relèvent pas d'une « culture rom » mais bien de la culture de la pauvreté. Si la pauvreté est un phénomène structurel, alors n'est-ce pas plutôt les institutions et leur fonctionnement qui seraient « coupables » ?

Résister, quoi qu'il en coûte

À Zaharna Fabrika comme dans tous les autres lieux de pauvreté, les familles et d'autres s'alliant à leurs côtés continuent de résister à ces discours, « quoi qu'il en coûte ».²

Dès l'annonce par le maire-adjoint de l'imminente destruction du quartier, les familles sont venues chercher le soutien d'ATD Quart Monde. « *Nous ne sommes ni des chiens, ni des étrangers. Nous sommes des citoyens bulgares, nous sommes des citoyens européens.* » Ensemble, avec d'autres membres de la société, nous avons alors cherché les moyens d'alerter. Alerter pour résister, alerter pour ne pas disparaître dans le silence. Contre l'avis de ses collègues, une journaliste à la radio nationale bulgare a accepté

2. Voir également l'article de V. et B. Reboul-Salze, dans Revue Quart Monde 273 | 2025/1 : *Le droit à une existence légale*, qui condense un résumé du combat mené par ATD Quart Monde en Bulgarie pour faire avancer l'accès à l'identité légale, et des extraits de prise de parole à l'Université populaire Quart Monde européenne du 6 février 2019.

de consacrer une partie de son émission matinale à la situation à Zaharna Fabrika, permettant à deux parents de prendre la parole. Ce fut le début de la mobilisation. À partir de ce moment-là, et surtout après le 15 avril 2025, pour la première fois, une partie de la classe moyenne bulgare prend position pour dénoncer l'injustice vécue par les habitants du Mahala.

Comment parler de la lutte des familles et de leurs alliés sans souligner leur courage de sortir manifester ? Comme ils le disent eux-mêmes, en Bulgarie la communauté rom ne manifeste que lorsque c'est une question vitale. Ce qui peut paraître dans certains pays comme normal est, dans ce contexte, un acte de lutte rare. Les revendications des familles se construisent autour de ce qui leur est reproché. Ils et elles disent, écrivent, scandent : « *Nous ne voulons pas du luxe ; nos enfants vont à l'école ; nous sommes des travailleurs.* » Le 15 avril au matin, alors que la destruction bat son plein, une maman du Mahala emmène sa fille à la maternelle. Elle ne dit rien mais la tête haute, elle traverse le cordon de police, en tenant sa fille de 5 ans par la main. Parfois les plus grands actes de résistance se font dans le silence. Une manière de se rebeller contre ce discours de culpabilisation c'est aussi continuer de célébrer. La fête comme symbole de la dignité qui reste. Il y a le sentiment qu'au milieu des tentes tout est possible. Avec les familles, nous célébrons des anniversaires d'enfants, mais aussi Pâques, fête la plus importante du pays. Nous chantons *Ederlezi* et d'autres chants traditionnels pour la Saint Georges le 6 mai.

Par ailleurs, lorsqu'après la destruction, des citoyens et organisations demandent comment aider, les parents nous répondent : « *Dites-leur de venir nous rencontrer.* » Alors, comme un miroir de la lutte des familles, des citoyens et des organisations bulgares répondent à l'appel. L'équipe d'ATD Quart Monde continue de rencontrer régulièrement les personnes ayant l'expérience de la pauvreté vivant dans l'autre partie du quartier. Elles aussi s'inquiètent : « *Mais où vont vivre les gens maintenant ? Je comprends ; moi aussi ma propriétaire veut me mettre dehors.* » Cela rejoint une conviction profonde du Mouvement, qui insiste sur le fait que pour sortir de la culpabilisation des plus pauvres, il faut sortir de l'ignorance. Il faut créer des ponts qui mènent à la rencontre. Une rencontre qui – par la force de la solidarité ressentie et exprimée – contient la puissance de déjouer les manipulations de la « politique municipale de la race » et de l'opposition entre « bons pauvres » et « mauvais pauvres ». ■